

Plainte en diffamation : Bolloré perd son procès contre Bastamag

vendredi 15 avril 2016, par [Bastamag](#) (Date de rédaction antérieure : 15 avril 2016).

Poursuivis en diffamation par le groupe Bolloré pour un article pointant le rôle de grandes entreprises françaises dans le phénomène d'accaparement des terres, le directeur de publication et les journalistes de *Bastamag* ont été relaxés ce 14 avril par le Tribunal de grande instance de Paris. Notre équipe poursuit son travail d'information sur les conséquences sociales et écologiques des activités des grands groupes français et internationaux.

Poursuivis en diffamation par le groupe Bolloré pour un article pointant le rôle de grandes entreprises françaises dans le phénomène d'accaparement des terres, le site d'information *Bastamag*, son directeur de publication et ses journalistes ont été relaxés ce 14 avril par la 17^e chambre du Tribunal de grande instance de Paris.

Le groupe Bolloré estimait diffamatoire pas moins de huit paragraphes – ainsi que le titre et le surtitre – d'un article de synthèse publié en octobre 2012 et consacré à la question de l'accaparement des terres [1], ces appropriations de terres à grande échelle par des fonds d'investissements ou des multinationales, principalement en Afrique et en Asie. L'article mentionnait, entre autres, les activités du groupe Bolloré, via une holding luxembourgeoise, la Socfin, dans lequel le groupe possède de fortes participations. La Socfin possède de multiples filiales qui gèrent des plantations d'hévéas et d'huile de palme en Afrique et en Asie. Ses pratiques font l'objet de nombreuses critiques de la part des populations locales et d'organisations internationales.

Le Tribunal a d'abord reconnu que le sujet abordé « consacré à un problème aussi essentiel que l'exploitation des terres agricoles en Afrique et en Asie et son impact sur les populations et l'environnement présente incontestablement un caractère d'intérêt général ».

Les juges ont ensuite étudié « le sérieux de l'enquête » et « la prudence dans l'expression » au regard « de l'existence d'une base factuelle suffisante pour étayer les propos poursuivis » – les informations sur lesquelles s'appuie l'article – et de « l'impératif du débat démocratique ». Lors de l'audience du 11 février, l'avocat du groupe Bolloré avait notamment contesté l'influence décisive que le groupe Bolloré exerce sur la holding luxembourgeoise Socfin.

Si les sociétés citées dans l'article – en l'occurrence la Socfin, basée au Luxembourg, et ses filiales en cascade gérant les plantations – sont « juridiquement distinctes de la société Bolloré, et ne sont pas au sens du droit des sociétés, ses filiales, (...) il n'en demeure pas moins qu'elle [la société Bolloré] est le plus gros actionnaire de la Socfin », observe le tribunal. « La société Bolloré est perçue au même titre voire davantage que la Socfin comme l'interlocuteur naturel à la fois des personnes s'estimant lésées et des institutions internationales ».

L'« expansion à la fois rapide, diversifiée et significative » des activités du groupe de Vincent Bolloré

en Afrique, est aussi « de nature à accentuer l'assimilation » des actions menées par ses filiales directes et des sociétés au sein desquelles le groupe possède de grosses participations sans y être majoritaire, la Socfin en l'occurrence. Le tribunal ne saurait donc faire grief aux journalistes de Bastamag « d'avoir employé dans leur sens générique et non strictement juridique des termes filiales, groupe Bolloré ou empire Bolloré ».

Enfin, concernant la participation de ces sociétés au phénomène de l'accaparement des terres au Sierra Leone ou à l'exploitation de terres accaparées au Liberia, le tribunal estime que l'article s'appuie sur une « base factuelle suffisante ». Les lecteurs ont également été informés des protestations de la Socfin, qui avait contesté les rapports d'organisations internationales sur lesquels s'appuie l'article de *Bastamag*. La société Bolloré est donc déboutée de sa plainte. Également poursuivis, le site Rue 89 et son directeur de publication, Pierre Haski, pour avoir cité l'article dans sa revue de presse signalant « le meilleur du web », la journaliste Dominique Martin Ferrari, qui a cité l'article dans son site « scoop it » (Options Futurs), et trois autres personnes ayant partagé l'article sur leurs blogs (Thierry Lamireau, Laurent Ménard et Guillaume Decugis), ont été relaxés. D'autre part, les poursuites engagées contre le blogueur Thierry Lamireau « présentent un caractère abusif ». La société Bolloré se voit condamnée à lui verser 2000 euros. Le plaignant dispose d'un délai de dix jours pour faire appel de ce jugement.

L'équipe de *Bastamag* va poursuivre son travail d'information sur l'accaparement des terres et l'impact sur les populations locales, et sur les conséquences sociales et écologiques des activités des grands groupes français et internationaux.

Bastamag

Pour nous soutenir, n'hésitez pas à faire un don :

<http://www.bastamag.net/don>

Notes

[1] Lire l'article incriminé : « Bolloré, Crédit agricole, Louis Dreyfus : ces groupes français, champions de l'accaparement de terres ». Disponible sur ESSF (article 37715), [Afrique, Amérique latine, Asie... – Bolloré, Crédit agricole, Louis Dreyfus : ces groupes français, champions de l'accaparement de terres](#).